



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Avant-projet de loi

## **Loi concernant l'application du plan conjoint (1980) des producteurs de lait du Québec**

---

Déposé par  
**M. Yvon Picotte**  
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

---

Éditeur officiel du Québec  
1991

## NOTES EXPLICATIVES

*Cet avant-projet de loi a pour objet de déclarer valablement adoptés et approuvés conformément à la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche, certains règlements adoptés par la Fédération des producteurs de lait du Québec et par l'assemblée générale des producteurs de lait.*

*Cet avant-projet de loi autorise la Fédération des producteurs de lait du Québec à accorder une aide financière à certains producteurs et à créer un comité chargé de déterminer des critères d'admissibilité ainsi que le montant de l'aide devant être accordé à chaque producteur admissible.*

*De plus, cet avant-projet prévoit que la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec tient compte des mesures relatives à cette aide financière lorsqu'elle fixe le prix du lait par ordonnance prise en vertu de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés.*

*Enfin, cet avant-projet contient une disposition limitant les recours pouvant être exercés ainsi qu'une clause visant à écarter toute demande d'indemnité qui pourrait résulter du seul fait de l'application de la présente loi.*

## Avant-projet de loi

### **Loi concernant l'application du plan conjoint (1980) des producteurs de lait du Québec**

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** Le Règlement modifiant le Règlement sur les quotas des producteurs de lait et le Règlement modifiant le Règlement sur le paiement du lait aux producteurs adoptés le 13 novembre 1991 par la Fédération des producteurs de lait du Québec, et le Règlement sur une contribution spéciale des producteurs de lait pour les fins de mise en marché intra-quota adopté le 13 novembre 1991 par l'assemblée générale spéciale des producteurs de lait sont réputés avoir été légalement adoptés et approuvés conformément à la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et modifiant d'autres dispositions législatives (1990, chapitre 13) et ont effet depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1991.

La Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec publie ces règlements à la *Gazette officielle du Québec*.

Les dispositions de ces règlements ont effet jusqu'à ce qu'elles soient modifiées, remplacées, abrogées ou suspendues conformément à la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et modifiant d'autres dispositions législatives. Toutefois, la Fédération ne peut soumettre à l'approbation de la Régie un règlement ayant pour objet de modifier, de remplacer ou d'abroger les dispositions du Règlement modifiant le Règlement sur le paiement du lait aux producteurs que s'il est accompagné d'une recommandation unanime du sous-ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, du président de l'Union des producteurs agricoles et du secrétaire général de la Coopérative Fédérée de Québec.

**2.** La Fédération des producteurs de lait du Québec accorde, jusqu'à concurrence d'un montant global de vingt-cinq millions de dollars, une aide financière aux producteurs de lait détenant, le 31 juillet 1991, plus de 25 % de leurs quotas en quota de lait de consommation et qui, entre le 1<sup>er</sup> août 1986 et le 31 juillet 1991, ont acheté de tels quotas.

À cette fin, elle crée un comité composé de trois personnes qui lui sont indépendantes. Ce comité détermine les autres conditions auxquelles doit satisfaire un producteur pour être admissible à cette aide financière et les modalités de calcul permettant d'établir, à l'égard de chacun des producteurs admissibles, le montant de l'aide qui lui sera accordé. Ce montant est versé en un seul versement.

Les conditions et les modalités de calcul déterminées par le comité doivent être soumises à la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec qui les approuve avec ou sans modification.

**3.** Pour l'application de l'article 2, la Fédération des producteurs de lait du Québec peut, par règlement, imposer à tous les producteurs qui détiennent des quotas de lait de consommation une contribution spéciale et en déterminer les modalités de calcul. Ce règlement prévoit la constitution d'un fonds spécial, les conditions de fonctionnement et de financement de ce fonds ainsi que les modalités de sa liquidation.

Cette contribution spéciale est retenue par la Fédération sur le prix qu'elle verse en contrepartie du lait vendu ou livré par ces producteurs.

Les articles 28, 101, 102 et 203 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et modifiant d'autres dispositions législatives s'appliquent au règlement adopté en vertu du premier alinéa.

**4.** La Fédération des producteurs de lait du Québec ne peut utiliser la contribution spéciale imposée par règlement adopté en vertu du premier alinéa de l'article 3 à d'autres fins que celles relatives aux obligations contractées à l'égard du fonds constitué par ce règlement.

La Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec peut, elle-même ou par l'intermédiaire de toute personne qu'elle autorise, faire des enquêtes sur toute matière relative à l'administration de ce fonds. Elle peut également, pendant la période qu'elle détermine, obliger la Fédération à tenir les livres et registres qu'elle prescrit, à lui faire rapport et à lui fournir des renseignements sur

l'administration de ce fonds. À cette fin, les articles 165, 167, 170, 193, 194, 199 et 200 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et modifiant d'autres dispositions législatives s'appliquent en y faisant les adaptations nécessaires.

**5.** La Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec tient compte, lorsqu'elle fixe le prix du lait par ordonnance en vertu du paragraphe *e* de l'article 38 de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., chapitre P-30), de l'application des règlements visés à l'article 1 et de celle des articles 2 et 3.

**6.** Sauf sur une question de compétence, aucun des recours prévus aux articles 33 et 834 à 846 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) ne peut être exercé, ni aucune injonction accordée ou ordonnance de sursis prononcée contre la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, la Fédération des producteurs de lait du Québec, le comité créé en vertu du deuxième alinéa de l'article 2 ou l'un de leurs membres ou employés agissant en leur qualité officielle, de façon à annuler, suspendre ou autrement empêcher l'adoption, l'approbation ou l'application de tout règlement visé aux articles 1 et 3 et l'application des articles 2 et 5.

Un juge de la Cour d'appel peut, sur requête, annuler sommairement toute décision rendue, ordonnance ou injonction prononcées à l'encontre du présent article.

**7.** Aucune réclamation ne peut être produite du seul fait de l'application de la présente loi et des règlements visés à l'article 1.

**8.** La décision de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec du 25 novembre 1991 portant le numéro 5481 est annulée.

**9.** L'article 8 a effet depuis le 25 novembre 1991 et le premier alinéa de l'article 1 et les articles 6 et 7 ont effet depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1991.

**10.** La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.